

19^e réunion du Groupe des investisseurs du GFF

Mercredi 6 novembre 2024





Accueil et récapitulatif de la première journée

ORDRE DU JOUR

19^e RÉUNION DU GROUPE DES INVESTISSEURS DU GFF | 6 novembre 2024

Horaire	Point à l'ordre du jour	Description de la session	Action	Présentateur/riche
9h00–9h15	Mot de bienvenue et récapitulatif du premier jour	<ul style="list-style-type: none">• Annonce des points à l'ordre du jour de la deuxième journée et récapitulatif des discussions de la première journée	Pour discussion	Co-présidentes du GI
9h15–10h45	Évaluation du GFF	<ul style="list-style-type: none">• Présentation des principales conclusions, suivie de discussions	Pour discussion	Comité de pilotage de l'évaluation
10h45–11h00	Pause			
11h00–12h00	Rôle du GI	<ul style="list-style-type: none">• Comment optimiser le rôle du GI	Pour discussion	Secrétariat du GFF
12h00–13h00	Déjeuner			
13h00–14h00	Engagement du secteur privé	<ul style="list-style-type: none">• Présentation du Groupe de travail sur l'engagement du secteur privé et ses recommandations	Pour approbation	Co-président du Groupe de travail

ORDRE DU JOUR (suite)

19e RÉUNION DU GROUPE DES INVESTISSEURS DU GFF | 6 novembre 2024

Horaire	Point à l'ordre du jour	Description de la session	Action	Présentateur/rice
14h00-15h00	Engagement des OSC et des jeunes	<ul style="list-style-type: none">Présentation des recommandations du Groupe de travail sur l'engagement des OSC et des jeunes, et prochaines étapes	Pour approbation	Co-présidentes du Groupe de travail
15h00-15h15	Pause			
15h15-16h15	Processus d'élaboration de la stratégie du GFF	<ul style="list-style-type: none">Présentation du calendrier et des étapes de l'élaboration de la prochaine stratégie du GFF, suivie de discussions	Pour discussion	Secrétariat du GFF
16h15-16h30	Clôture de la 19e réunion du GI	<ul style="list-style-type: none">Résumé des principaux points de décision clés et prochaines étapes	Pour discussion	Co-présidentes du GI

Évaluation du GFF





EURO HEALTH GROUP



Évaluation indépendante du Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescent·es (2015-2023) :

Constatations émergentes

EURO HEALTH GROUP

Les constatations émergentes sont susceptibles d'être affinées, sur la base du processus d'examen en cours mené par le Comité de pilotage et de la finalisation du rapport par l'équipe d'évaluation.

Novembre 2024

© EURO HEALTH GROUP 2024

Cadre d'évaluation - conception et approche

L'évaluation est la suivante :

- Sommative, avec un fort accent sur les progrès du GFF par rapport aux cinq orientations stratégiques de la stratégie actuelle (2021-2025), et formative, axée sur l'apprentissage et l'utilisation.
- Fondée sur la théorie, elle génère et vérifie des hypothèses dans le cadre de six modules alignés sur les cinq orientations stratégiques et les trois domaines d'investigation.
- Basé sur une approche de processus, il se concentre sur la manière dont le changement est réalisé.

EVALUATION FRAMEWORK

OUR THEORY-BASED APPROACH

Theory- and process based evaluation centred on testing the Theory of Change and hypotheses for each module

Summative component, which will look at implementation and progress to date primarily against current strategic directions and inputs, activities and outputs highlighted in the strategy theory of change

Formative component, focusing on emerging themes, which could impact on the remainder of the strategy and inform the future strategy.

Structured by Area of Investigation (AI) and modules:

A1: COUNTRY ENGAGEMENT MODEL (COHERENCE, EFFICIENCY, EFFECTIVENESS)	A2: GFF OPERATIONAL STRUCTURE AND SUPPORT MODALITIES (COHERENCE, EFFICIENCY, EFFECTIVENESS)	A3: ACHIEVEMENT OF RESULTS AND VALUE ADD (EFFECTIVENESS, SUSTAINABILITY)
Module 1, SD1: Bolster country leadership and partner alignment	Module 5a: TA, advocacy, communication	Module 6, SD5: Measurable results-quality data, evidence and reporting sustainability
Module 2, SD2: Advance equity, voice and gender equality	Module 5b: Secretariat resources and operational integration with WB	
Module 3, SD3: Reimagining service delivery		
Module 4, SD4: Sustainable health financing		

DATA COLLECTION

Document, data and literature

10 country case studies (6 desk-based and 4 country based)

Key informant interviews, Focus group discussions

2 online surveys

DATA ANALYSIS AND TRIANGULATION

AI 1: Thematic and content analysis
Forcefield analysis
Financial analysis

AI 2: Thematic and content analysis
Financial analysis

AI 3: Thematic and content analysis
Analysis of service coverage and KPI trends
Financial analysis

LEARNING AND UTILIZATION

Validation of key findings and recommendations

Reporting and dissemination

Questions et sous-questions évaluatives (QE & sous-QE)

AI 1 : Le modèle d'engagement des pays

QE 1 : Dans quelle mesure le modèle d'engagement du GFF auprès des pays est :

- (a) Cohérent et adapté à l'objectif de catalyser des améliorations durables de la santé des femmes, des enfants et des adolescent-es par le biais d'une approche systémique répondant aux besoins et au contexte des pays ; et
- (b) Mis en œuvre de manière efficace et efficiente ?

QE 1.1 : Alignement et hiérarchisation des priorités sous l'égide des pays

QE 1.2 : Renforcement des systèmes de santé

QE 1.3 : Services de santé de haute qualité, suivi et évaluation de la qualité

QE 1.4 : Compléter et améliorer le travail d'autres acteurs clés

AI 2 : Structures et modalités opérationnelles

QE 2 : Dans quelle mesure la structure opérationnelle et les modalités de soutien du GFF sont-elles :

- (a) cohérentes et adaptées à l'objectif de permettre la mise en œuvre de la stratégie par le biais du modèle d'engagement des pays ; et
- (b) Mises en œuvre de manière efficace et efficiente ?

QE 2.1 : Le GFF et la Banque mondiale tirent parti de leurs atouts respectifs

QE 2.2 : Les structures opérationnelles actuelles apportent un soutien adéquat aux pays.

AI 3 : Atteinte des résultats et valeur ajoutée

QE 3 : (a) Dans quelle mesure les pays partenaires du GFF ont-ils obtenu des améliorations mesurables sur la santé des femmes, des enfants et des adolescent-es ? (b) Dans quelle mesure le GFF a-t-il apporté une valeur ajoutée en contribuant aux processus et aux résultats menés par les pays, et comment ?

QE 3.1 : Valeur ajoutée du GFF au niveau national

QE 3.2 : Facteurs de réussite

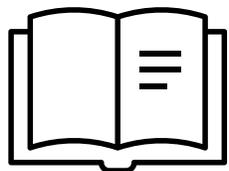
QE 3.3 : Réformes et programmes de financement de la santé en faveur d'un financement adéquat de la SRMNEA-N.

QE 3.4 : Amélioration de la mesure des résultats des pays et de l'utilisation des données et des éléments probants

QE 3.5 : Progrès vers les résultats

QE 3.6 : Leçons et enseignements tirés

Méthodes de collecte des données



Plus de 300 documents examinés



Enquête au niveau mondial (50 répondant·es) et enquête au niveau pays (208 répondant·es), avec un taux de réponse de 34 % dans les deux cas



48 personnes ont été interviewées dans le cadre d'entretiens avec des informateurs clés au niveau mondial, et 112 personnes au niveau pays.



10 études de cas (4 dans les pays - Côte d'Ivoire, Éthiopie, Malawi, Pakistan ; et 6 en distanciel - Afghanistan, Guinée, Indonésie, Niger, Nigeria, Tanzanie)

Évaluation – triangulation et fiabilité

L'évaluation a adopté une approche rigoureuse de triangulation en utilisant une matrice d'évaluation appliquée à toutes les questions évaluatives (QE) et aux hypothèses sous-jacentes.

- Les données ont été codées et intégrées dans la matrice d'évaluation, et les éléments probants ont été évalués selon leur fiabilité.
- Les données ont été ajoutées à la matrice pour chaque étude de cas par pays ainsi que pour les éléments probants transversaux à l'échelle mondiale.

Des analyses comparatives supplémentaires ont été menées pour renforcer la fiabilité des éléments probants dans des domaines spécifiques :

- Analyses de cohérence par rapport aux composantes du GFF (DI, AT et éléments de conception) et aux projets de la Banque mondiale en résultant
- Financement de la santé
- Engagement de la société civile

Analyses supplémentaires sur la manière dont le GFF mobilise la Banque mondiale, conduisant à un accent renforcé en faveur de la SRMNEA-N :

- Analyses avant/après les projets financés par la Banque mondiale
- Analyses avant/après les stratégies de partenariat de la Banque mondiale

Évaluation de la solidité des preuves

NOTATION ÉVALUATION DES RÉSULTATS CLÉS EN FONCTION DE LA SOLIDITÉ DES PREUVES

Fort (1)	Les preuves comprennent plusieurs sources de données (ce qui permet une triangulation à partir d'au moins deux sources de données différentes) qui sont de bonne qualité et/ou les preuves sont répétées par plusieurs "Indicateur Clés de Performance (ICP)" de différentes catégories de parties prenantes.
Modéré (2)	Les preuves comprennent plusieurs sources de données (ce qui permet une triangulation à partir d'au moins deux sources de données) de qualité acceptable, et/ou la conclusion est étayée par un nombre plus restreint de sources de données de bonne qualité.
Limitée (3)	Les preuves comprennent peu de sources de données parmi des groupes de parties prenantes limités (triangulation limitée), ou sont généralement basées sur des sources de données considérées comme étant de moindre qualité.

Constatations émergentes

Domaine d'enquête 1

Dans quelle mesure le modèle d'engagement national du GFF est-il : (a) cohérent et adapté à l'objectif de catalyser des améliorations durables de la santé des femmes, des enfants et des adolescent·es par le biais d'une approche systémique répondant aux besoins et au contexte du pays ; et (b) mis en œuvre de manière efficace et efficiente ?

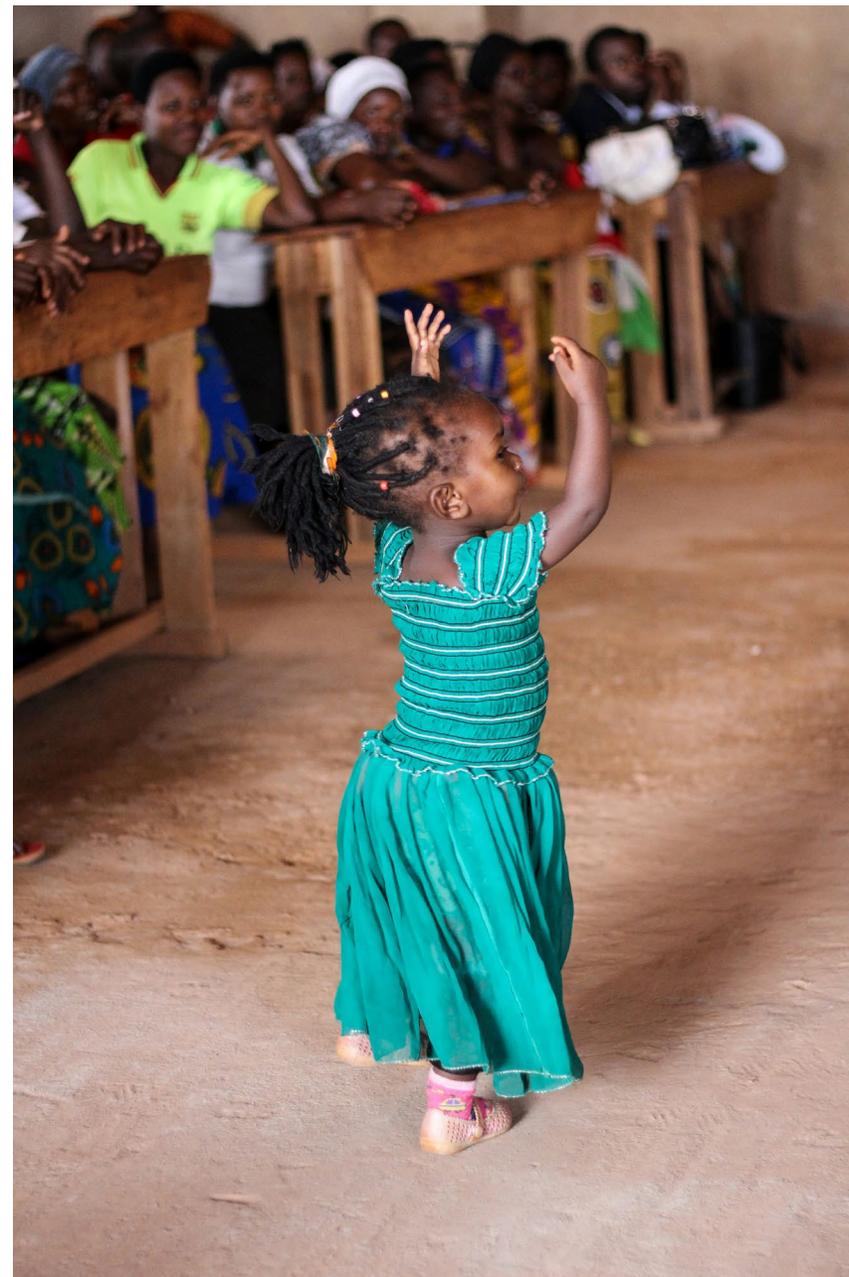
Projet de conclusion sommaire : Le modèle d'engagement national du GFF - comprenant le dossier d'investissement (DI), la plateforme pays et l'expertise technique - est fondé sur une approche systémique et est largement adapté à l'objectif et cohérent, renforçant efficacement l'accent mis sur la SRMNEA-N. Bien que le modèle mette l'accent sur le leadership des pays, les preuves de l'efficacité de certaines composantes, telles que les CI et les plates-formes nationales, varient selon le contexte.



Domaine d'enquête 2

Dans quelle mesure la structure opérationnelle et les modalités de soutien du GFF sont-elles : (a) cohérentes et adaptées à l'objectif de permettre la mise en œuvre de la stratégie par le biais du modèle d'engagement national ; et (b) mises en œuvre de manière efficace et efficiente ?

Projet de conclusion sommaire : Les données indiquent une efficacité mitigée dans la manière dont la Banque mondiale et le GFF tirent parti de leurs forces respectives. Si les résultats sont plus positifs en ce qui concerne l'optimisation du financement de la SRMNEA-N et l'amélioration des programmes, le tableau est très mitigé en ce qui concerne l'assistance technique offerte, le plaidoyer et la communication, ainsi que les données probantes et l'apprentissage. Le modèle du GFF offre plusieurs gains d'efficacité grâce à l'utilisation des systèmes et processus existants de la Banque mondiale, bien que les résultats des enquêtes et des entretiens avec les parties prenantes suggèrent que les investissements du GFF pourraient être plus efficaces si l'on augmentait le personnel et l'assistance technique du GFF dans les pays afin d'assurer un développement des capacités et un suivi de la mise en œuvre plus cohérents.



Domaine d'enquête 3

Dans quelle mesure les pays partenaires du GFF ont-ils obtenu des améliorations mesurables pour la santé des femmes, des enfants et des adolescent·es? Dans quelle mesure le GFF a-t-il apporté une valeur ajoutée en contribuant aux processus et aux résultats menés par les pays, et comment ?

Projet de conclusion synthétique : Le GFF a démontré sa valeur ajoutée en contribuant à la planification des pays et à la définition des priorités pour la SRMNEA-N, à la mobilisation, l'allocation et l'efficacité des ressources, à la disponibilité et l'utilisation des données, et au soutien du RSS qui sous-tend l'amélioration de la prestation des services de SRMNEA-N. Le GFF y est parvenu grâce à son personnel pays et régional, à son expertise technique, à sa méthode de travail intégrée avec la Banque mondiale, à son travail au sein des systèmes gouvernementaux et à son soutien à l'efficacité de l'aide. La mesure dans laquelle les pays partenaires ont réalisé des améliorations mesurables dans la santé des femmes, des enfants et des adolescent·es varie et il est difficile de déterminer dans quelle mesure le GFF a contribué à ces améliorations.





Pause

Optimiser le rôle du Groupe des investisseurs



Rappel – Rôles et responsabilités actuels du GI

Le GI sert de conseil consultatif au Comité du fonds fiduciaire (CFF) et au secrétariat du GFF, ainsi que de forum pour l'action collective et l'alignement pour améliorer la SRMNEA-N.

Fonctions :



Orientation stratégique : il apporte des conseils stratégiques au CFF et au secrétariat du GFF pour la définition des priorités, des politiques et des stratégies opérationnelles.

Plaidoyer et partenariat : il plaide en faveur d'une attention et d'un investissement accru au niveau mondial et national pour les femmes, les enfants et les adolescent·es et promeut le rôle du partenariat du GFF dans l'avancement de cet agenda.

Alignement et coordination : il favorise l'appropriation commune du GFF en tant que mécanisme qui met l'accent sur la collaboration et l'alignement des partenaires via les plateformes pays et les plans nationaux prioritaires de santé pilotés par les pays.

Suivi et redevabilité mutuelle : il suit les progrès du partenariat du GFF et assure une redevabilité mutuelle pour la réalisation des engagements et des objectifs du partenariat au niveau mondial et au niveau des pays.

Partage des connaissances : il partage les bonnes pratiques et encourage l'innovation et l'apprentissage à partir des expériences pays et mondiales.

Prochaines étapes

- **Le groupe de travail doit être opérationnel au plus tard en janvier 2025**
- **Consultations d'ici à juillet 2025**

Soutenu par le Secrétariat – et d'autres ressources

- Livrable final du groupe de travail – recommandations et actions réalisables pour le GI (ainsi que le CFF et le Secrétariat) afin d'optimiser l'impact du GI



Discussion pour orienter le groupe de travail

Qu'est-ce qui a bien fonctionné, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?

- Réflexions sur le rôle du GI à ce jour, sur la scène internationale et au niveau des pays
- Format, participation, rythme, leçons apprises

Comment le GI pourrait-il renforcer son rôle consultatif ?

- Par le biais de canaux existants, tels que ses réunions régulières, le Réseau ministériel redynamisé, une collaboration avec les OSC actualisée et/ou de nouvelles approches ?

Le champ d'action du GI trouve-t-il le bon équilibre ?

- Quels sont, le cas échéant, les changements nécessaires ? Quelles nouvelles méthodes de travail pourraient optimiser son efficacité ?



Déjeuner

Engagement du GFF avec le secteur privé



Examen du groupe de travail technique et processus consultatif

Examen technique et processus consultatif

Examen de la documentation – travaux antérieurs du GFF et enseignements tirés

Analyse documentaire mondiale – meilleures pratiques

Consultations, y compris :

- Gouvernements des pays
- Représentants du secteur privé des pays
- Partenaires mondiaux
- Organisations de la société civile

Groupe de travail technique – examen, retour d'information et révision continus

Consultations nationales

- **Objectif** : Retour d'information des pays partenaires du GFF (gouvernement et secteur privé) sur leurs besoins, défis et opportunités pour que le améliorer le soutien du GFF les résultats de SRMNEA-N grâce à un engagement plus efficace du secteur privé.
- **Processus** : Discussions de 45 à 60 minutes

Cartographie des partenaires

- **Objectif** : Retour d'information sur le travail des partenaires de développement et de la société civile en matière d'engagement du secteur privé (ESP) afin de soutenir (1) l'identification de l'avantage comparatif du GFF selon les partenaires et (2) l'identification des lacunes et des espaces bien couverts pour l'ESP dans le paysage plus large.
- **Processus** : Enquête Qualtrics

Limites des consultations – focalisation sur un sous-ensemble de pays du GFF et un sous-ensemble de parties prenantes au sein d'un pays, qui n'ont pas toutes une expérience directe avec tous les aspects du travail d'ESP du GFF.

Principales conclusions de l'analyse documentaire et des consultations

- Dans les pays du GFF, les femmes recourent à des prestataires du secteur privé pour la planification familiale, les soins prénatals et les accouchements sans risque – y compris les femmes des quintiles de revenus les plus bas.
- Le soutien au financement et à la qualité des services et produits du secteur privé au niveau des soins primaires est le plus à même d'atteindre la population cible du GFF – les femmes à faible revenu – en mettant fortement l'accent sur l'équité.
- Les possibilités offertes par les pays émergents sont notamment les suivantes :
 - Soutenir les achats et les contrats stratégiques pour garantir la couverture des services et produits essentiels
 - Soutenir les évaluations de la qualité et les réformes du secteur privé
 - Renforcer la capacité de gouvernance parallèlement au financement de la santé et de la prestation de services

Future approche proposée pour le secteur privé du GFF



Future approche du GFF – principes directeurs

Réduire la portée d'action

- Fournir un **ensemble plus complet de mesures** de soutien à l'enseignement post-secondaire avec un engagement plus approfondi et axé sur les réformes dans un **nombre plus restreint de pays partenaires**.
- Donner la priorité aux **pays où la participation du secteur privé** aux services et à l'approvisionnement en produits de base de la SRMNEA-N **est importante, et qui prévoient ou mettent en œuvre des réformes plus vastes en matière de financement ou de prestation de services**.

Instruments et canaux

- Continuer à **utiliser des données et des instruments analytiques**, y compris les évaluations de la santé dans le secteur privé (ESSP) et le dialogue public-privé.
- **Adapter les instruments et le financement** aux **éléments facilitateurs et aux obstacles** spécifiques à chaque pays.

Engagement des partenaires

- **Coordonner les partenaires afin de maximiser le** soutien de l'ESP aux pays et exploiter d'autres compétences et ressources complémentaires.
- S'appuyer sur les **approches et les partenariats existants** (par ex, travail en Côte d'Ivoire et engagement avec des groupes tels que le Funders Forum for Supply Chain et le LMIC Supply Chain Leaders Forum).

Equité

- Inciter les **gouvernements** et le **secteur privé** à s'associer et à orienter l'ESP **vers l'amélioration de l'accès à des soins de santé de qualité** et abordables **pour les personnes défavorisées**.
- **Donner** la priorité au **renforcement de capacités des gouvernements** à gérer la gouvernance du secteur privé dans des domaines tels que la qualité des soins ou le reporting des données, etc.
- Travailler en étroite collaboration avec la **société civile** afin de renforcer son **rôle essentiel** en matière de redevabilité et de contrôle.

Engagement du secteur privé dans le cadre du GFF

Proposition d'approche future

Soutien aux pays : 2 parcours, chacun s'articulant autour d'une réforme d'ancrage

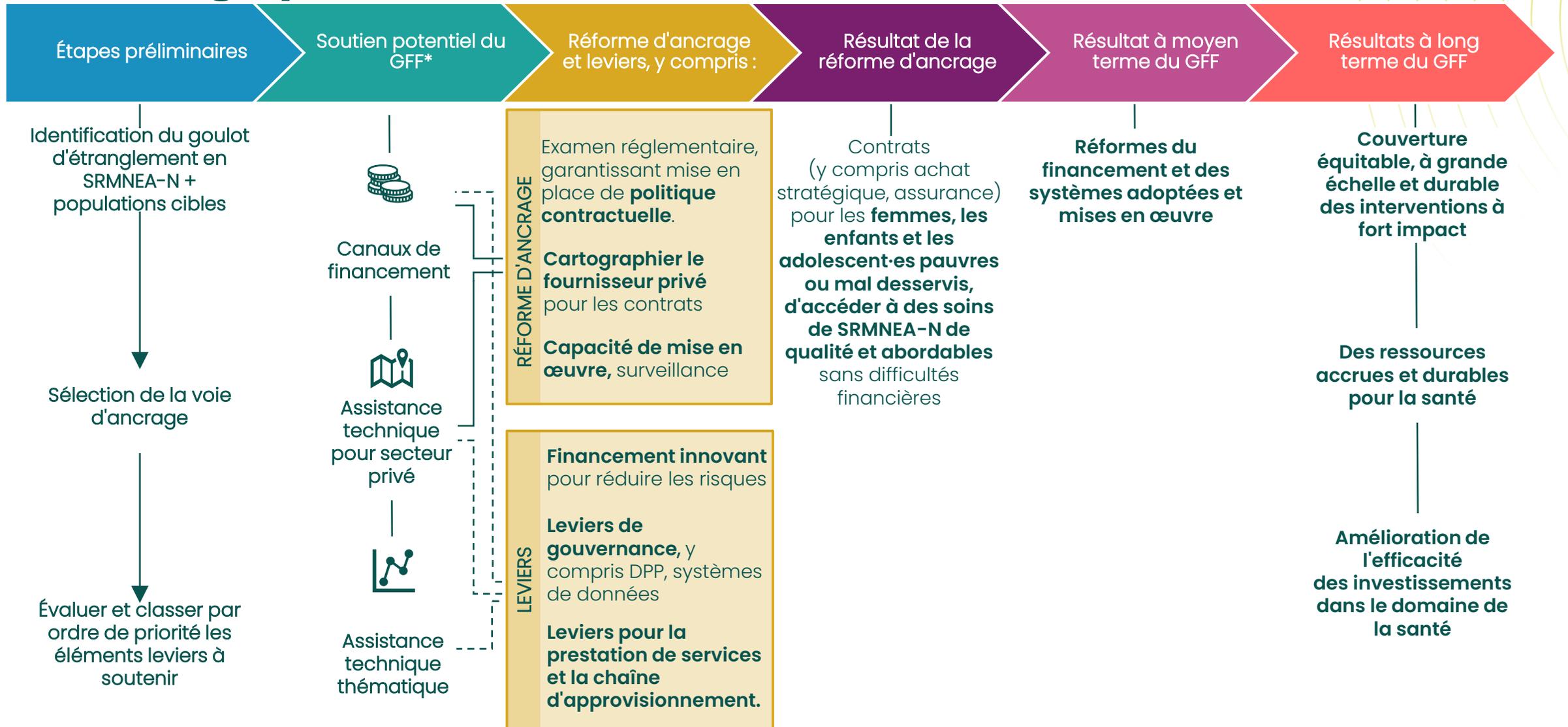


Les deux voies seront associées à des "leviers" appropriés : Les résultats des consultations montrent que les leviers en matière de gouvernance (par exemple, le dialogue public-privé, l'analyse) ou les financements innovants sont plus efficaces lorsque leur conception et leur mise en œuvre sont étroitement liées à des réformes nationales spécifiques. Les réformes de la prestation de services et les réformes du financement de la santé peuvent également être des catalyseurs l'une pour l'autre, en fonction du contexte des pays et des priorités pour les résultats de la SRMNEA-N.

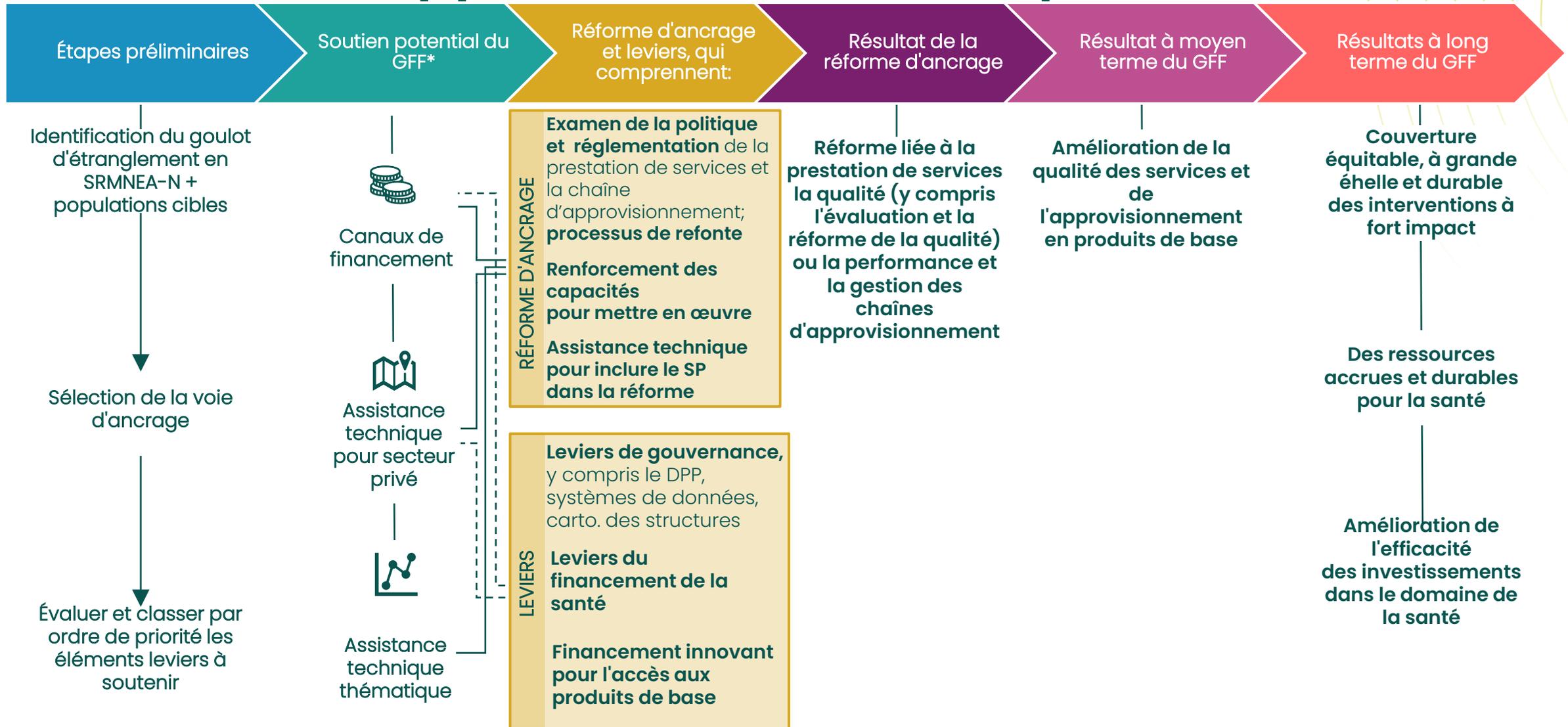
Soutien mondial – avec des possibilités de collaboration avec des partenaires internationaux et la société civile

- 1 Activités de plaidoyer et de création de la demande** avec les parties prenantes nationales et mondiales sur l'importance de soutenir l'ESP pour les résultats en SRMNEA-N dans les pays où une partie importante de la population se fait soigner par le secteur privé.
- 2 Des produits de savoirs et connaissances exploitables** pour les gouvernements nationaux et les acteurs du secteur privé qui se concentrent sur les moyens les plus efficaces d'appliquer les réformes du secteur privé, y compris des conseils et des formations.

Parcours de soutien aux pays pour les achats stratégiques



Soutien aux pays pour la qualité de la prestation de services et l'approvisionnement en produits



Soutien aux pays – faciliter les parcours

1

Achats stratégiques
réformes d'ancrage

2

Qualité de la prestation de
services et
approvisionnement en produits
de base
réformes d'ancrage

Facteurs permettant d'amplifier l'impact du soutien à la réforme d'ancrage du GFF :

- **Assistance technique pour le renforcement de la gouvernance :**
 - Dialogue public-privé
 - Évaluations et analyses du marché du secteur privé pour soutenir la conception de réformes spécifiques
 - Intégrer le secteur privé dans les systèmes de données des pays
 - Renforcer la capacité de gouvernance pour gérer le secteur privé et façonner les marchés aux côtés du public
- **Mécanismes de financement innovants**, tels que financement mixte, garanties de paiement, financement des écarts de viabilité pour les partenariats public-privé, financement de la chaîne d'approvisionnement, et autres mesures visant à résoudre des obstacles spécifiques à la passation de marchés publics avec des prestataires du secteur privé, telles que des dispositifs de partage des risques pour garantir la participation du secteur privé.
- **Partenariats avec des entités mondiales du secteur privé** pour apporter leur expertise sur les goulots d'étranglement de la SRMNEA-N dans les pays.
- **Instruments de financement de la santé** (par exemple, les achats stratégiques ou les contrats de PPP) pour renforcer/compléter la qualité de la prestation de services et les réformes d'ancrage des produits de base.
- **Leviers de la prestation de services et des produits de base** (par exemple, les processus de qualité et l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement) pour renforcer/compléter l'impact des achats stratégiques dans les réformes d'ancrage du financement de la santé.

Discussion

1

Soutien aux pays :

De quelle manière le partenariat du GFF peut-il améliorer la coordination et l'alignement du soutien de l'engagement du secteur privé pour les services de SRMNEA-N au niveau national ?

2

Partenariats mondiaux :

Comment le partenariat entre le GI et le GFF peut-il contribuer à identifier les perspectives de partenariats stratégiques avec le secteur privé mondial pour soutenir les pays partenaires ?

3

Plaidoyer :

Comment le GI peut-il soutenir le plaidoyer commun pour que les pays améliorent l'implication du secteur privé en SRMNEA-N ?

Engagement des OSC et des jeunes



Pourquoi l'engagement de la société civile et des jeunes est-il si important ?

Représentation et appropriation communautaire

Voix et représentation

Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations dirigées par des jeunes (ODJ) offrent une plateforme aux groupes mal desservis pour exprimer leurs préoccupations et influencer les décisions politiques qui affectent leur vie. Cela permet de s'assurer que **les problèmes spécifiques à la communauté** sont pris en compte et de promouvoir l'**équité** en donnant une voix aux personnes sous-représentées.

Appropriation communautaire

L'implication de la société civile et des jeunes garantit que les initiatives de développement sont prises en charge par la communauté et culturellement pertinentes, ce qui conduit à des résultats plus **durables** et à un développement **équitable**.

Développement durable et responsabilité

Suivi communautaire

Les OSC et les ODJ demandent des comptes aux gouvernements et aux institutions, garantissant la transparence, la bonne gouvernance et les progrès, y compris en matière de **durabilité** et de **responsabilité pour** les objectifs de développement de la SRMNEA-N.



Alignement et partenariats stratégiques

Alignement sur le cadre pays

L'alignement de l'engagement de la société civile et de la jeunesse sur la plateforme nationale soutenue par le GFF peut contribuer à ce que les actions locales contribuent aux objectifs de développement du pays par le biais d'approches intégrées.

Acronymes clés

- OSC : organisations de la société civile
- ODJ : organisation dirigée par des jeunes
- SC/J : société civile et jeunesse
- FP2030 : Planification familiale 2030
- PMNCH : Partenariat pour la Santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population

L'engagement actif des OSC et des jeunes est essentiel pour aider le partenariat du GFF à atteindre ses objectifs, car ils et elles apportent une vision de terrain, mobilisent les communautés et mènent les efforts de plaidoyer et de redevabilité.

Principaux enseignements et progrès de l'engagement des OSC dans le cadre du GFF à ce jour

Soutien passé du GFF (2022-2024)

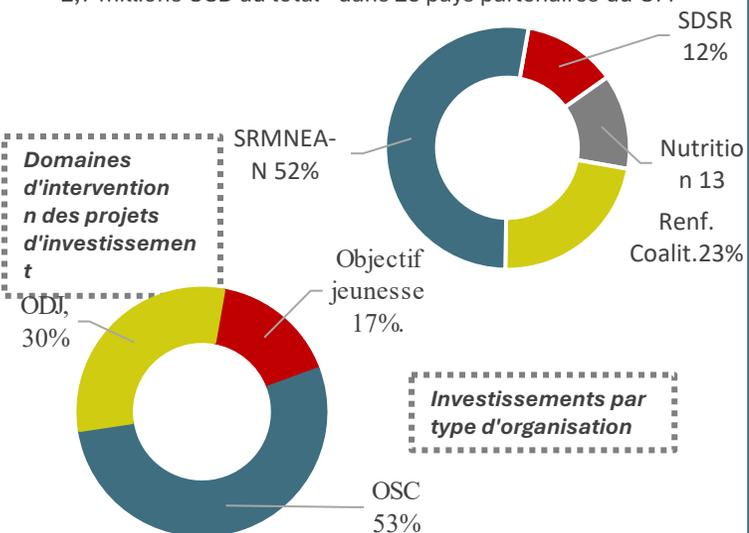
Le GFF a apporté un soutien constant, cohérent et durable à la société civile et à l'engagement des jeunes.

Renforcement des capacités et assistance technique supplémentaire

- Plus de 400 représentant.es d'OSC formé.es au financement de la santé, au plaidoyer en faveur de la santé universelle, à l'analyse des politiques et à la création de communautés de pratique par l'intermédiaire de l'axe d'action conjoint.

Soutien aux subventions

- Depuis 2022, 51 organisations ont reçu de petites subventions - 2,7 millions USD au total - dans 28 pays partenaires du GFF



Progrès réalisés à ce jour (IG18 - juin 2024)

Le document de juin 2024 souligne les progrès suivants réalisés à ce jour :

Engagement multipartite dans les pays

- Amélioration de l'engagement des parties prenantes** dans les pays
- Représentation accrue des OSC et des YLO** dans les plateformes nationales dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des programmes.
- Intégration des activités d'engagement des citoyens**
- Plate-forme mondiale de la jeunesse**, axée sur la coordination, le partage des ressources et le renforcement des capacités des jeunes dirigeant.es, afin de favoriser un mouvement dirigé par les jeunes et d'assurer leur représentation.

Personnel et systèmes du secrétariat du GFF

- Gouvernance** : Représentati des OSC et de la jeunesse au sein de l'IG.
- ICP** : Intégration d'un nouvel ICP pour suivre la participation des OSC et des jeunes aux plateformes nationales et à l'élaboration des plans d'investissement.
- Stratégie** : Renforcement de l'engagement des OSC et des jeunes et intégration dans les principaux domaines stratégiques (par exè, JLA, AdLab).

ONG partenaire du GFF

- Coordonner une plate-forme mondiale solide** pour les OSC et les jeunes du GFF (plus de 760 organisations membres).
- Fournir une assistance technique aux OSC et aux organisations de jeunesse partenaires des subventions** afin qu'elles contribuent de manière significative aux dossiers d'investissement des pays et qu'elles demandent des comptes aux gouvernements.
- Attribuer des subventions** pour le plaidoyer et la redevabilité

Principaux enseignements (IG18 - juin 2024)

Le document de juin 2024 examiné par le GI présente les priorités pour réaliser pleinement les objectifs du partenariat, à savoir renforcer le rôle de la société civile et de la jeunesse dans l'accomplissement de sa mission :

Renforcer l'environnement favorable

- Renforcer les structures** pour améliorer la représentation et l'engagement des OSC et des jeunes dans les processus politiques nationaux
- Renforcer les dialogues** et les consultations **multipartites** au niveau national.

Subventions de soutien aux OSC et à la jeunesse

- Fournir un engagement/soutien pluriannuel** aux OSC et aux jeunes pour qu'ils influencent durablement les politiques et les programmes
- Accorder des subventions à plus long terme** pour soutenir les activités de plaidoyer, de responsabilisation, de recherche et d'établissement de rapports sur l'impact.

Assistance technique différenciée

- Répondre à la demande croissante d'assistance technique** en matière de financement de la santé, de responsabilité et de suivi des résultats au niveau communautaire
- Envisager une approche différenciée de l'assistance technique** afin de mieux répondre à la diversité des besoins et à l'expérience des pays en matière de GFF.
- Fournir un soutien supplémentaire pour **développer les projets** et les interventions **qui ont fait leurs preuves** et qui servent de meilleures pratiques.

Coordination et collaboration

- Renforcer la **coordination** et **maximiser les possibilités d'alignement avec les partenaires** : le Fonds mondial, Gavi, PMNCH, Family Planning 2030 (FP2030), UHC 2030 et le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) pour un plaidoyer et une responsabilisation collectifs.

Taskforce du GFF sur la société civile et les jeunes

Objectifs

Examiner et mettre à jour le cadre d'engagement du GFF et des OSC afin de formuler des recommandations :

- Garantir un financement et un soutien continus aux OSC et aux jeunes, y compris pour la période de la stratégie actuelle
- Soutenir l'intégration d'un engagement significatif des OSC dans la prochaine période stratégique du GFF, en se concentrant sur l'augmentation et le maintien du soutien à la société civile et à la jeunesse.

Méthodologie

- Un **examen approfondi des documents du GFF** et des rapports de projets de la Banque mondiale au cours des phases de travail précédentes afin d'identifier les modèles/approches d'octroi de subventions à SC+J et les expériences d'assistance technique ainsi que les leçons tirées de l'engagement de SC+J dans le GFF ;
- Une **synthèse des enseignements tirés** de la SC+J dans les pays du GFF participant au CSCG du GFF et de l'expérience de l'organisation hôte (PAI) en ce qui concerne le mécanisme d'octroi et les modèles d'assistance technique utilisés ;
- Une **recherche explorant les modèles et les approches d'assistance technique** utilisés pour le soutien/l'engagement de SC+J dans les initiatives de santé mondiale (ISM/GHIs) et d'autres partenariats de SC+J dans d'autres secteurs tels que le GPE et le GPSA; et
- Une **consultation et une enquête** visant à recueillir les avis du comité directeur du CSCG, y compris des représentants nationaux et mondiaux de SC+J.

Rôles et responsabilités

- **Portée et objectif** des subventions de soutien du GFF aux OSC/ODJ
- **Priorité et durabilité du soutien du GFF** aux OSC et aux ODJ parmi les partenaires du GFF ;
- **L'architecture optimale de coordination et de financement ;**
- **Possibilités de renforcer la collaboration et la coordination** avec d'autres plateformes d'engagement des OSC et Jeunesse dans le domaine de la santé mondiale, par exemple le Fonds mondial, Gavi, PMNCH, UHC2030, FP2030.

Membres du groupe de travail IG



Lunia Centre for Youths



Calendrier et résultats attendus



18 sept. - 18 oct. 2024
Lancement du groupe de travail + réunions hebdomadaires
Agendas, analyses, projets



21 octobre 2024
Envoi aux membres de l'IG de document avant l'IG.
PPT avec structure ou mécanisme recommandé



Du 4 au 7 novembre 2024
Réunion du GI
Points de discussion + PPT pour les représentant-es de l'IG



Second trimestre (T2) - 2025
Date potentielle d'annonce du nouveau mécanisme de soutien à la société civile et à la jeunesse. **Document avec détails supplémentaires sur le mécanisme de soutien**

La task-force du GI du GFF a identifié les principes directeurs clés qui répondent aux apprentissages et aux considérations de la phase précédente

	PRINCIPES DIRECTEURS		
Principales considérations de la phase précédente	Durabilité	Flexibilité	Alignement
	Localisation (transversale) 		
Renforcer l'environnement favorable	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies axées sur les pays Priorités nationales Un programme piloté au niveau local L'accent est mis sur l'engagement de plusieurs parties prenantes dans les pays. 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Appui adapté avec les cadres juridiques et politiques du pays.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Alignement sur l'agenda du GFF et du GBM et sur le cadre de partenariat national (CPF) dans le pays</i>
Subventions de soutien aux OSC & jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> Durée moyenne de la subvention : 18 à 24 mois Le montant des subventions est en moyenne plus élevé que lors des cycles précédents Soutien ciblé aux partenaires dont l'impact et l'engagement en faveur des femmes, des enfants et des adolescent-es ont été démontrés 	<ul style="list-style-type: none"> Le montant de la subvention est proportionnel à la capacité des OSC et organisations de jeunesse. Subventions pour des approches innovantes. 	
Assistance technique et renforcement des capacités différenciés	<ul style="list-style-type: none"> Solutions d'assistance technique à court et à long terme pilotées par les pays, localisées et durables Soutien à l'engagement mondial par l'intermédiaire du groupe de coordination de la société civile et de la plateforme mondiale de la jeunesse. 	<ul style="list-style-type: none"> L'assistance technique correspond aux besoins des OSC et des organisations de jeunesse, ainsi qu'à ceux des pays (localisation). 	
Coordination et collaboration	<ul style="list-style-type: none"> Coalitions nationales et régionales d'OSC/ODJ Partenariats avec les parties prenantes nationales du GFF Coordination avec les opérations du GFF et de la Banque mondiale au niveau pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Piloter et développer des interventions conjointes collaboratives, innovantes et inclusives 	<ul style="list-style-type: none"> Alignement des possibilités d'échange d'informations et de collaboration entre les donateurs et les institutions d'assurance maladie par le biais d'un soutien existant ou nouveau aux bénéficiaires.
Amélioration des communications	<ul style="list-style-type: none"> <i>Focus sur l'apprentissage et l'échange sud-sud</i> <i>Possibilités de jumelage et de mentorat</i> 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Adaptation du matériel, des outils et des informations au contexte, aux besoins et aux possibilités locales</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Partage de connaissances et d'informations sur les solutions locales et nationales qui s'appuient sur les OSC et les organisations de jeunesse



Sur la base des principes directeurs, le groupe de travail a identifié trois objectifs pour cette prochaine phase

- 1. Élargir l'impact local dans les pays du GFF :** S'efforcer d'exercer une influence de grande envergure en renforçant les capacités de la société civile et des jeunes dans les 36 pays partenaires du GFF et en développant les initiatives réussies et novatrices des OSC et des jeunes.
- 2. Accélérer les mécanismes de subvention durables :** Proposer un système de distribution de subventions efficace et durable afin de créer une dynamique et d'assurer un soutien continu.
- 3. Optimiser la distribution des ressources :** Envisager l'allocation des ressources entre les pays partenaires du GFF par le biais d'une approche différenciée qui maximise l'octroi de subventions, tout en soutenant le renforcement technique nécessaire pour que le plaidoyer et la responsabilisation aient un impact. Donner la priorité aux subventions destinées aux coalitions, au plaidoyer, à la responsabilisation et à la jeunesse, et adapter l'assistance technique pour répondre aux besoins spécifiques des pays, en se concentrant sur le renforcement des capacités et l'impact durable.

"L'engagement de la société civile et des jeunes prend souvent du temps à se mettre en place, à s'organiser et à être significatif. Le plaidoyer en faveur d'un changement de politique est également un processus de longue haleine qui n'apporte jamais de résultats immédiats. Les niveaux de financement plus longs augmenteront les chances d'obtenir des résultats. Les OSC et les ODJ pourront être mieux coordonnées, disposer des ressources nécessaires pour consacrer plus de temps à leur engagement, avoir le temps d'examiner les politiques et les documents et d'élaborer des positions communes, d'assister à des réunions, d'organiser des plans et des activités de plaidoyer, de mobiliser les communautés, et de s'engager dans des exercices de redevabilité communautés et bien plus encore".

Membre du comité directeur du CSCG

Consultation du CSCG-SC

octobre 2024



Résultats attendus

 **Renforcement du plaidoyer** : Favoriser un plaidoyer constructif parmi les OSC et ODJ faire avancer les programmes locaux sur la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescent·es , notamment en renforçant les liens et l'alignement entre les partenaires des OSC/ODJ et les plateformes nationales multipartites soutenues par le GFF.

 **Coordination et mise en réseau efficaces** : Améliorer la coordination, la mise en réseau, le partage des connaissances et la communication entre les OSC/ODJ partenaires afin de garantir une approche unifiée des objectifs et des stratégies en matière de santé et de nutrition, par le biais de coalitions, d'initiatives conjointes et de communautés de pratique.

 **Renforcement de la redevabilité** : Renforcer la capacité de la société civile et des organisations de jeunesse à s'engager systématiquement dans une responsabilité collaborative et à développer des cadres complets de suivi, d'évaluation et d'apprentissage pour suivre les progrès et garantir l'efficacité des interventions.

Résultats attendus

Nous nous attendons à ce qu'un soutien solide et continu permette d'approfondir les résultats et d'accroître l'impact dans l'ensemble des 36 pays du GFF.

Résultats atteints pour la société civile et les jeunes 2020-2024

Plaidoyer renforcé



Programme d'éducation à la santé et aux droits (Malawi)

- **Résultat** : Augmentation du budget national de la santé

Collectif Tous unis en faveur de la nutrition (Niger)

- **Résultat** : Le plaidoyer a conduit les autorités locales à s'engager à inclure la nutrition dans les plans de développement et à allouer des budgets pour les enfants souffrant de malnutrition.

Alerte sanitaire (Sierra Leone)

- **Résultat** : Campagne réussie pour la suppression des frais d'utilisation des services de santé maternelle dans la zone du projet, malgré la politique de non-paiement de la part de l'utilisateur.

Coordination et mise en réseau efficaces



Organisation de la jeunesse africaine (Kenya)

- **Résultat** : Mobilisation de 17 organisations de jeunes pour défendre la santé des adolescent-es et participer à l'élaboration de la politique kényane en matière de santé des adolescent-es.

CS/Y Engagement dans les cas d'investissement dans les pays partenaires

- **Résultats** : 17 pays du GFF, la société civile et les organisations de jeunes ont été activement impliqués dans l'élaboration du dossier d'investissement du pays.

Redevabilité accrue



Initiative en faveur de la santé familiale (Ouganda)

- **Résultat** : Élaboration d'un suivi des engagements et des politiques pour le dossier d'investissement, approuvé par un large éventail de parties prenantes.

Initiative pour la santé dans les bidonvilles et en milieu rural (Nigeria)

- **Résultat** : Création de groupes dirigés par des femmes dans les communautés rurales pour éduquer à la sexualité et à la santé mentale grâce à l'application Simbihealth.

Programme d'apprentissage commun sur le plaidoyer en faveur du financement de la santé (à l'échelle nationale)

- **Résultats** : Plus de 400 OSC et représentant-es de la jeunesse ont été formés au financement de la santé, à la santé publique universelle, au plaidoyer et à l'analyse de politiques fondées sur des données probantes par le biais de l'axe d'action conjoint.

Résultats escomptés pour la société civile et la jeunesse 2025 - 2027

Pays Renforcement des activités de plaidoyer et de responsabilisation

- Des activités de plaidoyer et de responsabilisation élargies de 28 à 36 pays du GFF, ainsi qu'au niveau infranational
- Élargissement de la portée du plaidoyer (financement de la santé, climat) et de la communauté des OSC et des ALJ engagés dans le GFF.
- Renforcement des liens entre les OSC/YLO et les plateformes nationales multipartites fonctionnelles soutenues par le GFF.

Amélioration de la coordination et de la mise en réseau

- Amélioration de l'impact d'un plaidoyer coordonné lorsque les OSC et les YLO s'unissent autour de priorités communes
- Partenariats élargis à d'autres secteurs, par exemple les GHI, ADLAB, d'autres secteurs tels que l'eau et l'éducation.
- CdP fonctionnelles et coalitions nationales

Une redevabilité accrue

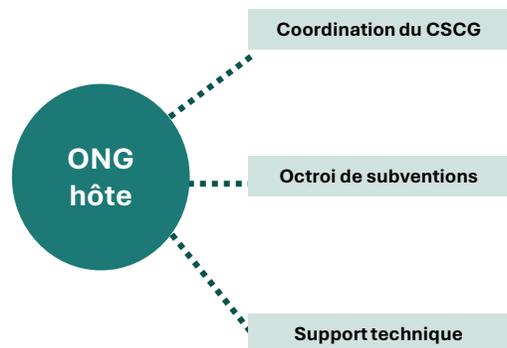
- Augmentation du nombre de pays appliquant un large éventail d'outils de responsabilisation
- Renforcement des capacités des OSC et des jeunes en matière d'analyse politique, de suivi du budget et des dépenses et d'outils de responsabilisation
- **Coordination du suivi des** activités avec la Banque mondiale au niveau du pays et des GCCS en amont.

Résultats

- ✓ Amélioration de la prestation de services
- ✓ Amélioration de la qualité des services SRMNEA-N
- ↔
- ✓ Financement et réformes des systèmes
- ✓ Utilisation des données pour un plaidoyer, une prise de décision et une responsabilisation fondés sur des données probantes
- ↔
- ✓ Allocation et dépenses adéquates pour les services du SRMNEA-N, budgétisées et décaissées.
- ✓ Renforcement des systèmes financés pour la santé publique
- ✓ Ressources pour la santé
- ✓ Efficacité des investissements dans le domaine de la santé

Options de structures de soutien aux OSC et ODJ

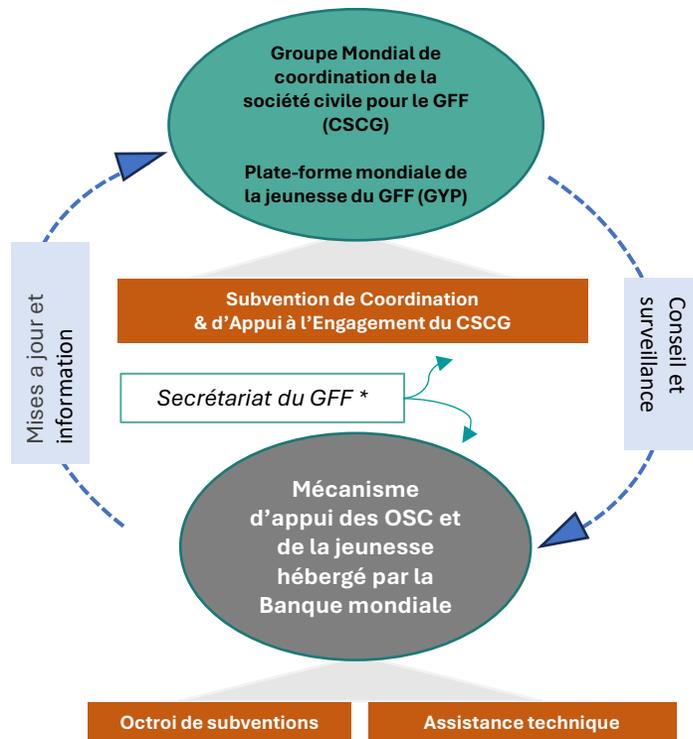
Option 1 : Exécution par le destinataire Fonds d'affectation spéciale (RETF)



Modèle de projet :

Renforcement des OSC et des organisations de jeunesse
Améliorer les gains en matière de santé et de nutrition pour les Femmes, enfants et adolescent-es (2022-2024)

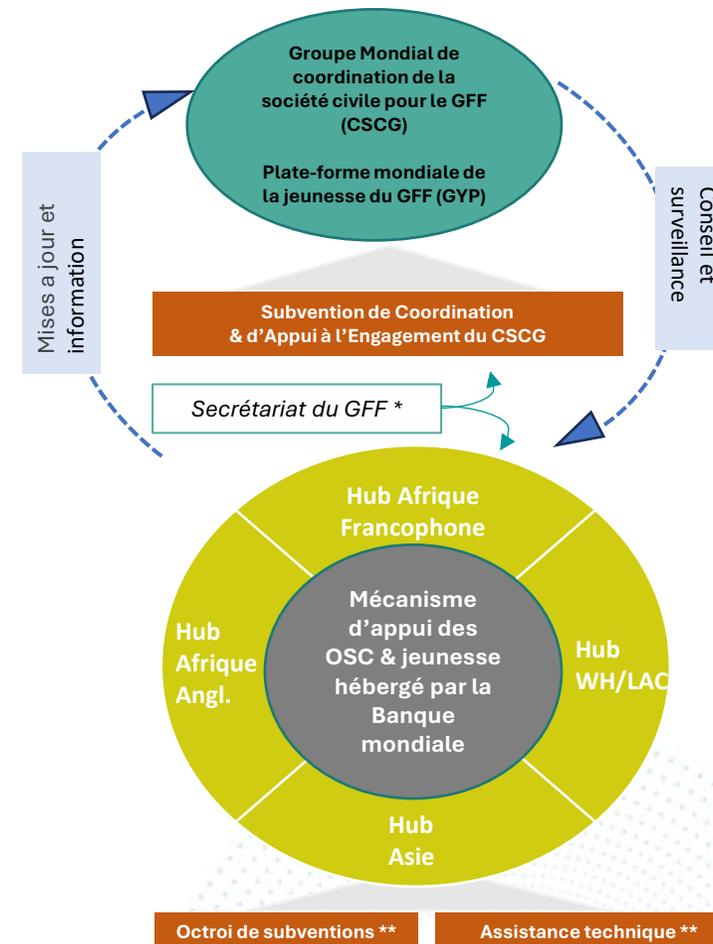
Option 2 : Partage des responsabilités



*. Rôle du secrétariat du GFF :

- Soutien à la mise en œuvre
- Suivi, évaluation et apprentissage
- Coordination
- Gestion des connaissances
- Sensibilisation des parties prenantes
- Communications stratégiques

Option 3 : Partage des responsabilités avec des centres régionaux



** . Répartition des tâches/responsabilités à confirmer

Structure recommandée pour le soutien aux OSC et ODJ

Pour la prochaine phase de soutien, nous recommandons une structure qui répartit les responsabilités en matière de coordination du CSCG, d'octroi de subventions et d'assistance technique entre deux mécanismes de soutien mondiaux différents : une plateforme pour les OSC et la jeunesse hébergée par la Banque mondiale et un autre mécanisme contracté spécifiquement pour la coordination du CSCG.

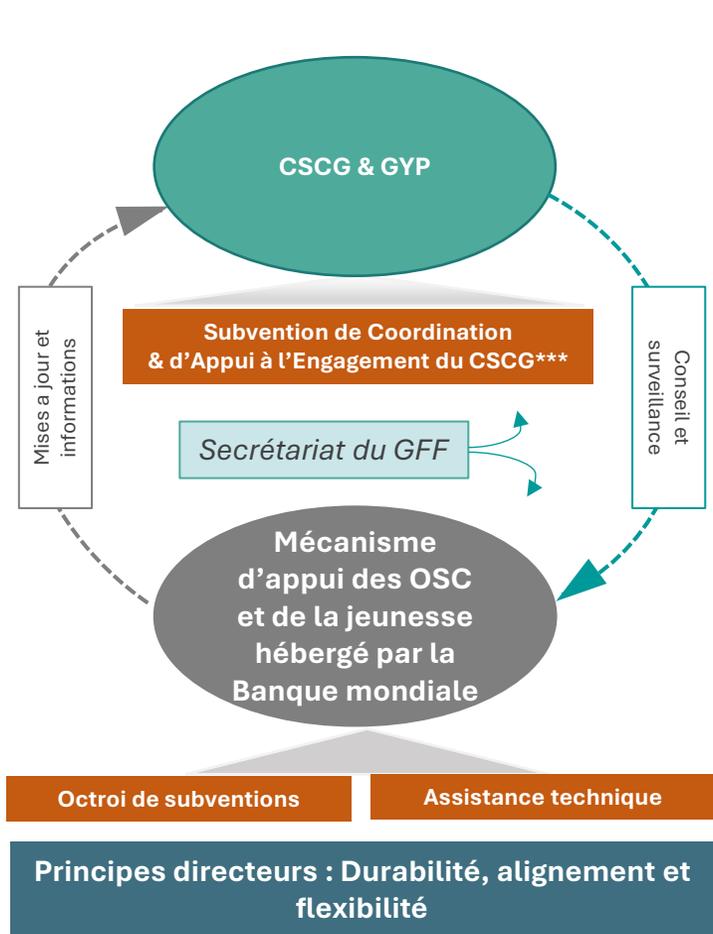
Environnement favorable à l'engagement des OSC au niveau mondial et national par le biais de :

Politiques et pratiques gouvernementales

- Plates-formes nationales
- Contacts avec le gouvernement

Ressources et systèmes du GFF

- Secrétariat GFF
- TTLs pays
- Agents de liaison



*** À mettre en œuvre conformément aux principes pour une participation significative de la société civile et des communautés à la gouvernance mondiale de la santé.

Rôles et responsabilités

CSCG & GYP

- Poursuite de la mise en œuvre des activités conformément au document de gouvernance
- Co-crédation du cahier des charges pour les subventions et participation à la sélection des bénéficiaires.
- Encourager l'alignement des GHI au niveau mondial et national

Secrétariat du GFF

- Soutien à la mise en œuvre
- Suivi, évaluation et apprentissage
- Coordination au sein du GFF et avec les autres GHI
- Gestion des connaissances
- Sensibilisation des parties prenantes
- Communications stratégiques

Mécanisme de la BM pour les OSC et la jeunesse

- Coordination avec le CSCG et le GYP, y compris la consultation sur les critères de financement et l'octroi de subventions.
- Faciliter la communication entre les bénéficiaires et le CSCG, le GFF et le personnel national de la Banque mondiale, le gouvernement pour assurer l'alignement sur les objectifs du GFF en matière de financement de la SRMNEA-N.
- Rapports réguliers au comité de pilotage du CSCG et au groupe d'investisseurs du GFF
- Favoriser la coordination et l'alignement des mécanismes d'engagement de la société civile et de la jeunesse dans les GHI et les partenaires du GFF.

Considérations

- ✓ Arrangement d'accueil à la Banque mondiale :
- Veiller à ce que l'**octroi de subventions et l'assistance technique soient mieux alignés** sur les objectifs du GFF en matière de financement de la SRMNEA-N.
- Signale la **durabilité du mécanisme** et l'engagement institutionnel en faveur de l'engagement des OSC et des jeunes.
- ✓ Possibilité de soutenir les **partenaires régionaux de l'AT** par l'octroi de subventions.
- ✓ **La proximité des équipes opérationnelles du GFF dans les pays** permet d'intégrer les projets des OSC dans les systèmes de santé nationaux.
- ✓ La répartition des responsabilités garantit un meilleur **contrôle et un meilleur équilibre** avec deux entités chargées de soutenir CS/Y ; elle réduit les risques de dépendance et renforce l'obligation de rendre compte.
- ✓ Une répartition claire des responsabilités pour une **coordination et une communication** sans faille.
- ✓ **Simplification des tâches administratives, des rapports et des obligations de la MEL** pour les différentes entités.
- ✓ Processus d'octroi de subventions simple, **indépendant et co-créé**.
- ✓ Réduction du délai entre le lancement et le versement de la subvention..

Le soutien à l'octroi de subventions maintiendrait les priorités de la phase précédente, tout en adaptant l'approche pour qu'elle soit plus souple et plus efficace.

Mécanisme de la Banque mondiale pour les OSC et la jeunesse

Octroi de subventions

Assistance technique

Priorités :



Renforcement des coalitions

Financement préférentiel des coalitions pour coordonner l'engagement de la société civile et de la jeunesse dans les processus du GFF menés par le gouvernement.



Plaidoyer et redevabilité

Financement destiné à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales, ainsi que le suivi de la mise en œuvre.



Engagement de la jeunesse

Financement réservé au plaidoyer, à la responsabilisation et au soutien technique mis en œuvre par les organisations et les réseaux de jeunes.



Subventions pour l'assistance technique

Octroi de subventions pour soutenir la société civile et les jeunes basés dans les pays du GFF afin de partager les capacités de transfert de connaissances entre les pays et les régions du GFF.

Approche

- **Élargir progressivement le soutien à la société civile et à la jeunesse dans les 36 pays partenaires du GFF**, avec la souplesse nécessaire pour répondre aux contextes nationaux spécifiques.
- **Fourniture d'assistance technique associée à l'octroi de subventions** : Un soutien adéquat à l'assistance technique garantit que les organisations de la société civile et de la jeunesse ont la capacité de s'engager efficacement.
- **Maximiser l'allocation des subventions** : Globalement, la répartition des fonds alloués au mécanisme de subvention/appui technique devrait donner la priorité à l'optimisation des ressources disponibles pour les subventions destinées à la société civile et à l'engagement des jeunes.
- **Frais de gestion** : Dépenses raisonnables d'administration du programme pour gérer efficacement les programmes de subventions et d'assistance technique.
- **Durée de la subvention** : Durée moyenne de 18 à 24 mois, avec la possibilité d'accorder des subventions à plus court ou à plus long terme en fonction des objectifs.
- **Augmentation du montant des subventions** : Subventions plus importantes par rapport au cycle précédent.
- **Un soutien axé sur l'impact** : Donner la priorité aux partenaires dont l'impact et l'engagement en faveur des femmes, des enfants et des adolescent-es sont avérés.
- **Un financement flexible, basé sur les capacités** : Le montant des subventions est adapté à la capacité des OSC et des organisations de jeunesse, y compris le soutien aux organisations plus petites et dirigées par la communauté.
- **Aligner le soutien sur les initiatives du GFF et des partenaires**, y compris l'initiative ADLAB (Adolescent Health Learning, Action, and Benchmarking) pour soutenir la recherche sur la mise en œuvre des interventions en matière de santé des adolescent-es à travers les systèmes nationaux en partenariat avec les adolescent-es eux-mêmes.

L'approche recommandée en matière d'assistance technique (AT) permettra d'approfondir l'utilisation d'approches locales tout en tirant parti des partenariats.

Activités soutenues par l'AT :

- Élaboration et diffusion de **ressources et d'outils, notamment de matériel de sensibilisation, de responsabilisation et de formation**
- Fourniture directe d'une assistance technique
- Utilisation de subventions pour encourager les **CS/Y expérimentés à développer des ressources/outils et des échanges de mentorat**
- **Approches de "jumelage"** qui mobilisent les CS/Y ayant de l'expérience dans l'engagement avec les plateformes nationales, le renforcement des coalitions, le développement des CI, le plaidoyer et la responsabilisation pour fournir un soutien technique aux organisations moins expérimentées. Il s'agit notamment de tirer parti de l'expérience des membres du CSCG/GYP pour soutenir le renforcement des capacités au niveau national.

Approche de l'AT :

- **L'assistance technique est flexible et dépend de la demande exprimée par la société civile et les jeunes** en ce qui concerne le renforcement des coalitions, le financement de la santé, le plaidoyer et la responsabilisation.
- **L'assistance technique est adaptée au contexte local**, par exemple les prestataires connaissent l'état d'avancement du processus du GFF et les acteurs importants et peuvent aider CS/Y à identifier les opportunités.
- **L'assistance technique s'appuie sur des initiatives existantes** telles que la communauté de pratique de l'Agenda d'apprentissage conjoint (JLA), les partenariats nationaux avec le GBM et les possibilités d'apprentissage entre les GHI.
- **Le renforcement des capacités ainsi que le suivi et l'évaluation** de l'impact de l'assistance technique font partie intégrante de l'octroi des subventions.
- **L'assistance technique est mobilisée pour rectifier le tir si nécessaire** pendant la mise en œuvre des activités de la subvention.
- Une **évaluation de base** est réalisée sur la capacité de plaidoyer, de responsabilité et de coordination des coalitions CS et Y dans tous les pays du GFF.
- **L'AT est soutenue par des ressources humaines adéquates** avec un personnel expérimenté pour répondre aux demandes individuelles d'AT ainsi que pour s'engager de manière proactive avec les partenaires.

Modèles consultés pour développer l'approche de l'AT :

Modèle d'assistance technique par pays (Partenariat mondial pour l'éducation)

- L'assistance technique est fournie par le biais de partenariats nationaux à la demande
- Initiatives dans des domaines thématiques clés tels que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'apprentissage en toute sécurité, etc.
- Suivi, évaluation et apprentissage de l'assistance technique afin d'en évaluer l'impact et les améliorer



Formation des formateurs (JLA)

- Initiative conjointe qui utilise le modèle de formation sur le terrain pour dispenser une formation sur le financement de la santé dans les différents pays
- Réseau des membres de la CdP



Pool d'experts (Fonds mondial)

- Des experts consultants soutiennent le dialogue avec les pays, les activités préparatoires, les processus d'octroi de subventions ou la mise en œuvre.
- L'assistance technique est mise à la disposition des mécanismes de coordination nationaux, des responsables de la mise en œuvre et des OSC.



Structure recommandée pour le soutien aux OSC et ODJ

Pour la prochaine phase de soutien, nous recommandons une structure qui répartit les responsabilités en matière de coordination du CSCG, d'octroi de subventions et d'assistance technique entre deux mécanismes de soutien mondiaux différents : une plateforme pour les OSC et la jeunesse hébergée par la Banque mondiale et un autre mécanisme contracté spécifiquement pour la coordination du CSCG.

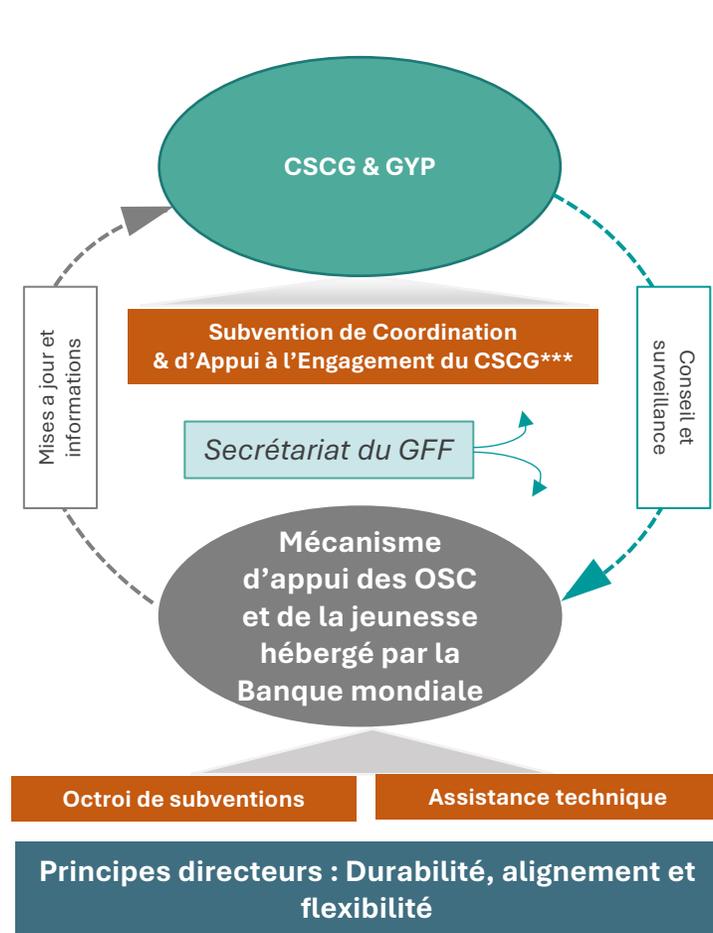
Environnement favorable à l'engagement des OSC au niveau mondial et national par le biais de :

Politiques et pratiques gouvernementales

- Plates-formes nationales
- Contacts avec le gouvernement

Ressources et systèmes du GFF

- Secrétariat GFF
- TTLs pays
- Agents de liaison



*** À mettre en œuvre conformément aux principes pour une participation significative de la société civile et des communautés à la gouvernance mondiale de la santé.

Rôles et responsabilités

CSCG & GYP

- Poursuite de la mise en œuvre des activités conformément au document de gouvernance
- Co-crédation du cahier des charges pour les subventions et participation à la sélection des bénéficiaires.
- Encourager l'alignement des GHI au niveau mondial et national

Secrétariat du GFF

- Soutien à la mise en œuvre
- Suivi, évaluation et apprentissage
- Coordination au sein du GFF et avec les autres GHI
- Gestion des connaissances
- Sensibilisation des parties prenantes
- Communications stratégiques

Mécanisme de la BM pour les OSC et la jeunesse

- Coordination avec le CSCG et le GYP, y compris la consultation sur les critères de financement et l'octroi de subventions.
- Faciliter la communication entre les bénéficiaires et le CSCG, le GFF et le personnel national de la Banque mondiale, le gouvernement pour assurer l'alignement sur les objectifs du GFF en matière de financement de la SRMNEA-N.
- Rapports réguliers au comité de pilotage du CSCG et au groupe d'investisseurs du GFF
- Favoriser la coordination et l'alignement des mécanismes d'engagement de la société civile et de la jeunesse dans les GHI et les partenaires du GFF.

Considérations

- ✓ Arrangement d'accueil à la Banque mondiale :
- Veiller à ce que l'**octroi de subventions et l'assistance technique soient mieux alignés** sur les objectifs du GFF en matière de la SRMNEA-N.
- Signale la **durabilité du mécanisme** et l'engagement institutionnel en faveur de l'engagement des OSC et des jeunes.
- ✓ Possibilité de soutenir les **partenaires régionaux de l'AT** par l'octroi de subventions.
- ✓ **La proximité des équipes opérationnelles du GFF dans les pays** permet d'intégrer les projets des OSC dans les systèmes de santé nationaux.
- ✓ La répartition des responsabilités garantit un meilleur **contrôle et un meilleur équilibre** avec deux entités chargées de soutenir CS/Y ; elle réduit les risques de dépendance et renforce l'obligation de rendre compte.
- ✓ Une répartition claire des responsabilités pour une **coordination et une communication** sans faille.
- ✓ **Simplification des tâches administratives, des rapports et des obligations de la MEL** pour les différentes entités.
- ✓ Processus d'octroi de subventions simple, **indépendant et co-créé**.
- ✓ Réduction du délai entre le lancement et le versement de la subvention..

Guide de discussion

1. Êtes-vous d'accord avec l'option recommandée ?
2. Existe-t-il un bon équilibre entre les priorités en matière d'engagement ?
3. Existe-t-il un équilibre approprié entre les considérations pays et mondiales ?
4. Comment le GFF peut-il s'assurer que ses initiatives en matière d'engagement de la société civile et de la jeunesse sont alignées sur d'autres mécanismes d'appui au niveau mondial et au niveau pays ?



Pause

Processus d'élaboration de la stratégie du GFF



L'élaboration de la nouvelle stratégie bénéficiera des éléments suivants :

1. Conclusions de l'évaluation indépendante du GFF

2. Discussion sur le rôle du GI

3. Réseau ministériel redynamisé

4. Les leçons d'un GFF plus mature, en vue de son 10e anniversaire en 2025

CONSIDÉRATIONS CLÉS ET COMPROMIS

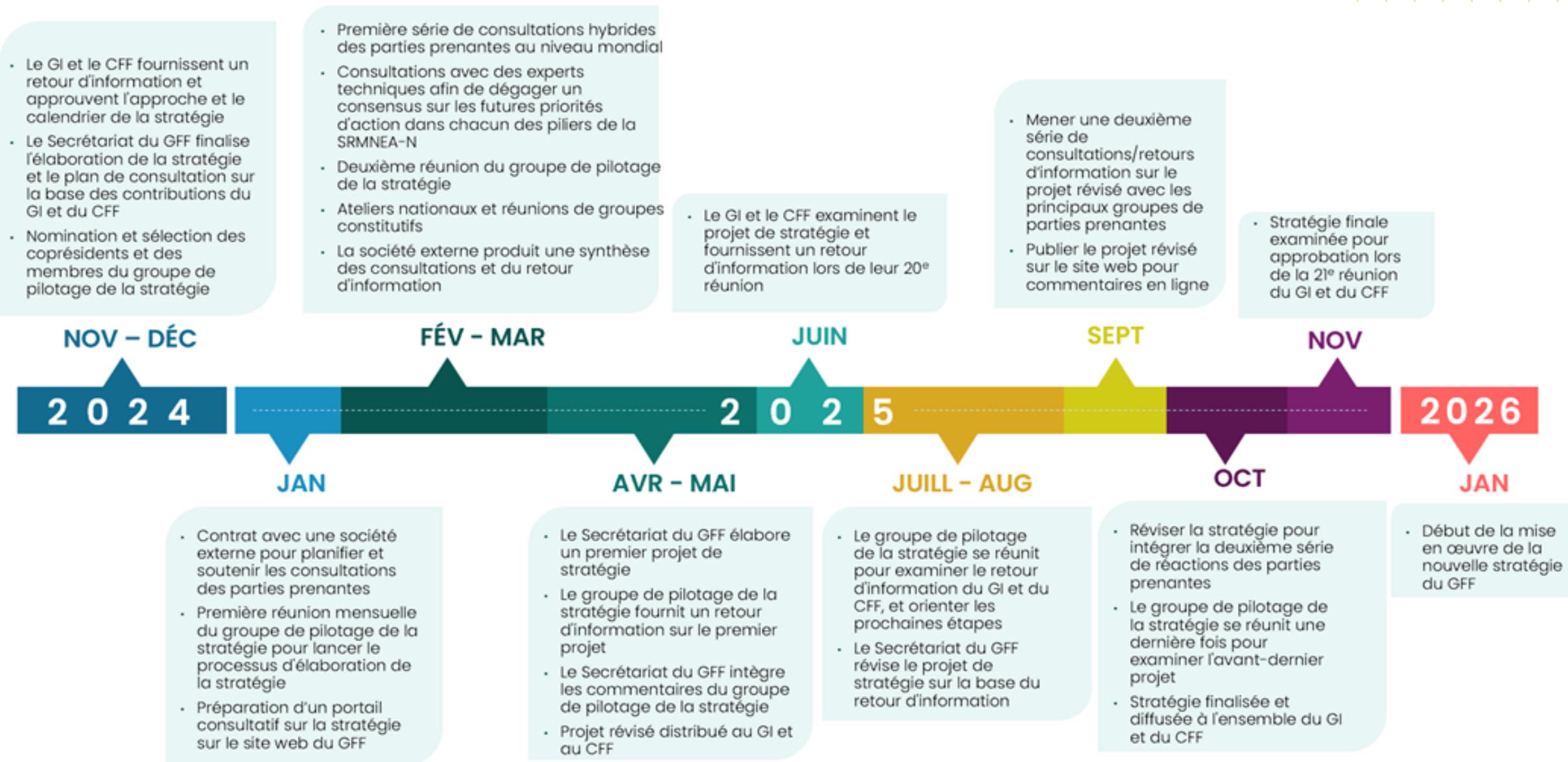
- **Évolution du paysage de la santé mondiale et du financement**
- **Diminution de la priorité et du financement de la SRMNEA-N**
- **Élargir le soutien à un plus grand nombre de pays éligibles à forte charge de morbidité ou approfondir et élargir l'ampleur du soutien aux pays partenaires existants du GFF**
- **Comment répondre à la forte demande des pays qui souhaitent bénéficier des subventions du GFF, catalyser de nouvelles sources de financement, et comment revaloriser et maintenir la santé des femmes et des enfants dans les agendas mondiaux et nationaux ?**

La consultation sera holistique et inclura tous les partenaires et experts

- **Parties prenantes des pays partenaires du GFF**
- **Organisations de la société civile et des jeunes**
- **Initiatives en santé mondiale et partenaires des Nations unies**
- **Bailleurs**
- **Secteur privé**
- **Personnel du Groupe de la Banque mondiale**
- **Des leaders d'opinion, des experts et des personnes influentes, sélectionnés aux niveaux mondial et régional, seront identifiés pour donner leur avis**

CALENDRIER PROPOSÉ

Le processus d'élaboration de la stratégie démarrera en janvier 2025 et devrait s'achever en novembre 2025. Vous trouverez ci-dessous une proposition de calendrier des principales étapes :



DISCUSSION

Êtes-vous d'accord avec l'approche proposée pour l'élaboration de la prochaine stratégie du GFF en ce qui concerne :

- Approche
- Processus

Concernant la consultation, y a-t-il d'autres groupes à prendre en considération qui pourraient apporter des perspectives différentes ?

Quels sont, selon vous, les facteurs clés de succès dans l'élaboration de la prochaine stratégie du GFF ?



Clôture de la réunion



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL



SOUTENU PAR LE

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

MERCI

- 🖱 www.globalfinancingfacility.org
- ✉ gffsecretariat@worldbank.org
- ✂ @thegff
- 🌐 linkedin.com/company/thegff